

Amertume de la société civile, consolidation de la démocratie

La politique ukrainienne nous est devenue curieusement proche depuis la Révolution orange. Elle est évidemment plus complexe que ce que peuvent en dire quelques flashes aux infos. À travers les méandres de la vie politique ukrainienne, on voit poindre les signes d'une consolidation démocratique en Ukraine; mais également le risque d'un découragement de la société civile, voire le ressentiment de certains de ses segments envers la coalition orange. La pression de la population a pourtant été décisive pour amorcer le mouvement de réforme politique, tant il est vrai qu'au-delà de sa diversité et de ses divisions, la société est, à maints égards, en avance sur ses représentants politiques.

Entretien avec Arnaud Dubien

Arnaud Dubien est rédacteur en chef d'*Ukraine intelligence* (www.ukraine-intelligence.fr) et chercheur à l'Iris (Institut de recherches internationales et stratégiques)

Aude Merlin et Donat Carlier: Avec le recul, qu'a signifié la Révolution orange? Un acte fondateur pour la société civile? Un « complot occidental »? Le produit d'une lutte entre oligarques? Un terrain d'affrontement entre Russie et Occident?

Arnaud Dubien: La Révolution orange a souvent été comparée à une seconde indépendance de l'Ukraine. Elle marque à la fois l'affirmation de la société civile — notamment des élites de Kiev, qui s'impose alors véritablement comme l'épicentre du pays — et une étape cruciale dans l'émergence d'une conscience nationale, au-delà des divisions que

connait alors le pays. Elle frappe les esprits, dans l'espace postsoviétique et au-delà. Un régime corrompu qui pensait pouvoir passer en force a été mis en échec par la population, sans effusion de sang. Jusqu'alors largement ignorée ou méconnue — y compris en Europe —, l'Ukraine a été au centre de l'actualité. Son image est depuis largement associée à ces événements.

Cela étant, les autres hypothèses que vous mentionnez incluent certains éléments de vérité. Les Occidentaux ont effectivement joué un rôle décisif dans la crise de la fin 2004: les Américains surtout par le

biais de certaines ONG, les Européens au moment des négociations de sortie de crise début décembre. L'Ukraine de la fin 2004 a bien été un lieu d'affrontements géopolitiques majeurs entre Moscou, Washington et Bruxelles.

A.M. et D.C. : La nomination de V. Ianoukovitch au poste de Premier ministre en aout 2006, n'a-t-elle pas fermé ce qui serait malgré tout une simple « parenthèse orange » ?

A.D. : La nomination de Viktor Ianoukovitch est intervenue à la faveur d'un retournement d'alliance du parti socialiste, manœuvre dénoncée comme une « trahison » par Ioulia Timochenko et les partisans du président Iouchtchenko. Résultat d'un jeu complexe et opaque, d'où la corruption n'était sans doute pas absente, elle a été largement interprétée comme une régression, annonçant une possible « restauration » de l'Ukraine d'avant 2004. Je crois cependant que cette vision des choses reflète avant tout l'amertume des « Oranges », qui ont laissé passer leur chance. Ianoukovitch n'est sans doute plus la même personne qu'à la fin 2004. Leonid Koutchma et ses proches sont désormais hors-jeu. Personne ne songe à remettre en cause le principal acquis de la Révolution orange : la liberté d'expression. Le président Iouchtchenko ne le permettrait pas, pas plus d'ailleurs que la majorité des citoyens qui sont désormais habitués à cette « normalité ». Peut-être contrariant à court terme pour les Occidentaux, le retour de Ianoukovitch aux affaires contribuera sans doute à banaliser l'alternance et à enraciner la démocratie.

A.M. et D.C. : Est-on en mesure de dresser un tableau des affinités politiques de la société ukrainienne et si oui, en fonction de quelles lignes de clivages ? N'a-t-on pas caricaturé l'opposition entre les deux « rives du Dniepr » qui séparerait « Est russophone et russophile » et « Ouest ukrainophone et proeuropéen » ?

A.D. : Les élections présidentielles de 2004 avaient révélé l'extrême polarisation politique de l'Ukraine. De manière générale, le scrutin du 26 mars a confirmé ce diagnostic, même si la fragmentation du camp orange a quelque peu brouillé les choses. L'ensemble des études sociologiques sérieuses conduites en Ukraine confirment la prégnance du clivage ethnolinguistique. La ligne de fracture s'établit selon une ligne qui relierait Odessa à Kharkov et pas entre les deux rives du Dniepr. Il faut souligner que l'Ukraine est un pays de métissages, avec des identités multiples qui parfois se superposent. Lviv, Donetsk et la Crimée sont des cas « extrêmes », qui ne sauraient masquer la diversité et les nuances du pays.

Les diverses missions que j'ai effectuées dans l'Est du pays au cours de l'année 2005 m'ont donné l'impression d'un profond ressentiment, voire d'une aversion quasi physique pour tout ce que représentait le « pouvoir orange » — surtout l'usage de la langue ukrainienne, qui reste un « marqueur » identitaire et politique très fort. Il en va de même de la question de l'Otan, qui divise profondément le pays et qui renvoie, fondamentalement, à la question identitaire. La rupture stratégique et, au delà, civilisationnelle avec la Russie, qui est posée en filigrane, n'est

pas souhaitée par la population dans son ensemble. C'est d'autant plus remarquable qu'une large majorité d'Ukrainiens est dans le même temps hostile à la reconstitution d'un État commun avec la Russie.

A.M. et D.C. : Pourquoi la coalition orange a-t-elle finalement perdu dans les urnes comme sur la scène des négociations partisans ? Comment s'expliquent les fractures internes au camp orange ? Quels sont les positionnements respectifs de V. Iouchtchenko et I. Timochenko ?

A.D. : La coalition orange a éclaté en septembre 2005, avec la démission du chef de l'administration présidentielle, Alexandre Zintchenko, suivi du renvoi concomitant de la Première ministre, Ioulia Timochenko, et de son ennemi juré, Petr Porochenko, qui dirigeait le Conseil de sécurité nationale et de défense (SNBO). Ce dernier — qui avait financé la campagne de Victor Iouchtchenko et espérait être nommé à la tête du gouvernement début 2005 — n'a eu de cesse de chercher à entraver l'action de Ioulia Timochenko et à exploiter ses difficultés. Alexandre Zintchenko, ancien chef de campagne de Victor Iouchtchenko, dénonçait quant à lui les pratiques — très semblables à celles existant sous Koutchma — dans l'entourage du nouveau président. Il avait notamment accusé nommément Porochenko de corruption. Cet épisode a laissé des traces et rendait virtuellement impossible la reconstitution d'une coalition « orange-rose ». D'autant plus que Ioulia Timochenko, qui avait largement dépassé la liste proprésidentielle le 26 mars, avait clairement indiqué que tout autre poste

que celui de Première ministre serait inacceptable de son point de vue. Or, une partie de l'entourage de Iouchtchenko (Porochenko, Jvania, Martynenko) avait beaucoup à perdre — notamment en termes financiers — d'une remise en cause des accords gaziers du 4 janvier 2006¹. Il a donc tout fait pour empêcher le retour de Ioulia Timochenko aux affaires. Alors qu'ils pensaient parvenir à leurs fins, après trois mois de négociations sabotées, ils ont été « doublés » par le Parti des Régions, lequel a su convaincre la plupart des députés socialistes de former une majorité avec eux et les communistes. Ce revirement s'explique par trois facteurs : les ambitions personnelles du chef du PS, Alexandre Moroz, auquel le Parti des Régions a offert le poste de président de la Rada (le Parlement) ; une plus grande compatibilité idéologique (le PS est, par exemple, opposé à l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan) ; les intérêts de certains industriels élus sur la liste PS, finalement très proches de ceux des oligarques du parti des Régions.

A.M. et D.C. : Quel bilan peut-on tirer des différents gouvernements oranges en termes de réformes (institutionnelles, économiques, sociales...) ?

A.D. : Le bilan gouvernemental en termes de réformes est au final assez maigre, mais le pays est néanmoins profondément transformé. Ioulia Timochenko a été particulièrement maladroite sur le dossier des reprivatisations, qui a semé le doute chez les investisseurs étrangers sur les droits de propriété en Ukraine². Sa gestion très autoritaire et finalement contreproductive

¹ Il s'agit des accords qui ont mis fin à la crise entre la Russie et l'Ukraine, et au terme desquels le prix du gaz fourni par la Russie à l'Ukraine était multiplié par quatre. Voir aussi l'entretien réalisé avec Anne de Tinguy dans ce même dossier.

² Lors du deuxième mandat de Leonid Koutchma (1999-2004), certaines grandes entreprises ont été privatisées au profit de proches du président. C'est notamment le cas de l'aciérie Krivorostal, cédée par l'État à Viktor Pintchouk — gendre de Leonid Koutchma — et Rinat Akhmetov — l'homme le plus riche d'Ukraine, présenté comme le chef du « clan de Donetsk » — pour 800 millions de dollars. Victor Iouchtchenko s'était engagé à revenir sur les transactions les plus scandaleuses. Krivorostal sera finalement récupéré par l'État, qui le revendra à l'automne 2005 pour plus de 4 milliards de dollars à Mittal Steel lors d'enchères publiques.

de la « crise de l'essence » au printemps 2005 a également terni son image et fait naître des doutes quant à sa capacité à gouverner³. À sa décharge, il faut rappeler que, dès sa nomination, elle a été entravée dans son action par le secrétaire du Conseil de sécurité nationale et de défense, Petr Porochenko. Iouri Iekhanourov, qui lui a succédé en septembre 2005, a pour sa part cherché à corriger ces excès et à rassurer les acteurs économiques. Les indicateurs macroéconomiques se sont d'ailleurs sensiblement améliorés depuis la fin 2005. De nombreux chantiers restent néanmoins en suspens. Celui de la justice est sans doute l'un des plus urgents. Sans un système judiciaire réformé, la démocratisation restera fragile et à la merci de « rechutes » plus ou moins graves. Les perspectives européennes de l'Ukraine en seront également obérées, indépendamment d'autres facteurs exogènes également présents.

A.M. et D.C. : Quelle est la teneur de l'accord entre Iouchtchenko et Ianoukovitch ?

A.D. : Le document (« Universal ») signé le 4 août 2006 par les représentants des groupes parlementaires ukrainiens — à l'exception notable de celui de Ioulia Timochenko — est ambigu car résultant d'un compromis entre, d'une part, les formations ayant annoncé, début juillet, la création d'une majorité « non orange » (Parti des Régions, PC et PS) et, d'autre part, « Notre union notre Ukraine » qui soutenait Victor Iouchtchenko. Ce dernier, désemparé après le retournement d'alliance de début juillet et conscient des risques induits par une dissolution

de la Rada, a voulu « corseter » le Parti des Régions en lui faisant signer un document-cadre prônant la continuité avec la politique intérieure et extérieure conduite depuis la Révolution orange. Logiquement, la question du statut de la langue russe et celle de l'entrée dans l'Otan ont posé problème. Ces deux points figurent bien dans l'accord du 4 août, mais dans une formulation revue par le Parti des Régions (toute référence au Membership Action Plan de l'Otan a ainsi été « gommée » du texte; la langue ukrainienne est bien mentionnée en tant que langue d'État, mais l'adjectif « seule » ne figure pas dans la version finale du texte).

De fait, l'Ukraine entre dans une phase de cohabitation, alors même que la nouvelle Constitution entrée en vigueur cette année réduit les prérogatives du président au bénéfice de celles du Parlement et du Premier ministre. De nouveaux équilibres se mettent en place. Le secteur — crucial — de l'énergie est désormais aux mains des « hommes de Donetsk ». Leur chef de file, Rinat Akhmetov, est sans doute aussi influent que le chef de l'État. Il est en train de faire nommer des hommes de confiance aux postes clés de l'économie (douanes, fisc, transports). Il y a fort à parier qu'après un « délai de décence », Victor Ianoukovitch et ses alliés cherchent à faire valoir leurs vues dans des sphères que le président considère comme son « domaine réservé ». C'est d'ailleurs déjà le cas pour le dossier de l'Otan.

³ Face à l'augmentation des prix de l'essence, Ioulia Timochenko avait dénoncé un complot des acteurs du secteur pétrolier — essentiellement des compagnies russes (Lukoil, Tatneft, TNK-BP, Alliance), qui détiennent quatre des six plus importantes raffineries du pays — et laissé entendre qu'ils pourraient être expropriés dans le cadre de la politique de « reprivatization ».

A.M. et D.C. : Quel est le rôle des oligarques dans l'actuelle Ukraine et dans son économie ?

A.D. : Il n'a sans doute jamais été aussi prépondérant. Cela étant, il n'avait pas véritablement décliné sous les gouvernements de Ioulia Timochenko et Iouri Ekhanourov. La « reprivatisation » souhaitée par Ioulia Timochenko s'apparentait en réalité à une redistribution des actifs au profit de structures et d'hommes qui l'avaient soutenue lorsqu'elle était dans l'opposition (Igor Kolomoïsky, par exemple, chef du groupe Privat). De ce point de vue, le dossier Krivorostal — racheté par Mittal Steel fin 2005 lors d'enchères publiques dont la transparence contrastait singulièrement avec les pratiques de l'ère Koutchma — était l'arbre qui cachait la forêt.

Aujourd'hui, c'est la revanche de Rinat Akhmetov et, dans une moindre mesure, de Viktor Pintchouk, le gendre de l'ancien président, qui avaient été les « cibles » prioritaires de la politique de « reprivatisation ». Il y a fort à parier que Viktor Pintchouk se verra restituer le combinat de ferro-alliage de Nikopol, au centre d'un bras de fer très médiatisé en 2005. Akhmetov devrait, quant à lui, bénéficier pleinement de la réforme des houillères annoncée par le nouveau gouvernement et ne sera plus inquiété par le fisc. Les derniers actifs industriels de l'État encore non privatisés (notamment l'opérateur Ukrtelecom et les ports de la mer Noire) leur reviendront très probablement. Seul élément positif, ces oligarques sont en quête de respectabilité et de reconnaissance, notamment en Europe,

ce qui devrait les conduire à « policer » leur comportement. C'est d'ailleurs déjà le cas pour certains d'entre eux — par exemple Sergueï Tarouta, numéro 1 de l'Union industrielle du Donbass, qui est un partisan déclaré de l'entrée dans l'Union européenne.

Pour les mois, voire les années à venir, c'est la question énergétique qui sera au cœur de l'agenda économique, politique et diplomatique de l'Ukraine. Si une réédition de la « guerre du gaz » entre Kiev et Gazprom paraît peu probable, les problèmes restent nombreux pour la nouvelle équipe au pouvoir à Kiev. Une augmentation des prix — qui répercutera la hausse des tarifs annoncée par le Turkménistan — est inévitable. Il est en outre probable que Gazprom cherchera de nouveau à prendre le contrôle des gazoducs ukrainiens. On pourrait alors constater que les intérêts des oligarques ukrainiens et russes divergent et que le gouvernement Ianoukovitch est finalement moins pro-russe qu'on ne l'écrit dans la plupart des médias occidentaux.

A.M. et D.C. : Que traduisent les dernières élections législatives de mars 2006 en termes d'enracinement ou non de la démocratie, du respect des droits de l'homme ? Quelle analyse faites-vous de l'état de la société civile ukrainienne ?

A.D. : Le déroulement de la campagne électorale comme du scrutin en lui-même a été, de l'avis général, très satisfaisant. L'accès des candidats aux médias a été équitable, le processus de dépouillement et de centralisation des suffrages transparent, à l'inverse de ce qui s'était passé lors des premier et deuxième tours

de l'élection présidentielle de l'automne 2004. Les contestations ont d'ailleurs été peu nombreuses : les manifestations lancées par Natalia Vitrienko (à laquelle ne manquait que 0,07 % pour franchir le seuil des 3 % nécessaires pour entrer à la Rada) ont fait long feu. On peut donc parler de consolidation démocratique. Certains pensent qu'elle sera mise à l'épreuve par l'alternance politique, mais je la considère pour ma part irréversible. Les élections du 26 mars et, surtout, les quatre mois d'enlèvement politique qui ont suivi tendent également à montrer que la société ukrainienne est sans doute plus mature que ses élites politiques. Si certaines figures emblématiques des années Kouchma ont bel et bien été emportées par le vote — je pense notamment à Vladimir Litvine, l'ancien président du Parlement, dont la liste n'a recueilli que 2,5 % des suffrages —, le personnel politique reste en effet relativement inchangé. Le risque majeur est celui d'un découragement de la société civile, à l'image de

ce que l'on a observé en Russie après le putsch d'août 1991. Amertume et désillusion sont en effet grandes chez ceux qui avaient participé aux manifestations de la fin 2004. La plupart d'entre eux ont voté Timochenko le 26 mars 2006 et ne se reconnaissent plus dans le président, qu'ils accusent d'avoir dilapidé l'héritage orange. ■

Propos recueillis par Aude Merlin et Donat Carlier